



## Retraites : 1993, 2013

**==> 20 ans de reculs sociaux ça suffit !!!**

# Pas 1 trimestre de plus, pas 1 euro de moins !

Les réformes de 1993, 2003 et 2010 ont considérablement fait reculer nos droits à la retraite.

Il est donc impensable et intolérable que le gouvernement réponde aux exigences du Medef et de la Commission Européenne en organisant un nouveau recul social sur les retraites dans le Privé comme dans le Public.

Partout en Europe, c'est l'austérité qu'ils veulent imposer.

Suite à la Conférence Sociale, le Gouvernement veut allonger à 43 voire 44 ans la durée de cotisations. L'âge moyen d'accès au 1<sup>er</sup> emploi est de 23 ans, cette réforme conduira à un âge de départ à 67 ans et plus... C'est inacceptable alors qu'un jeune sur 4 ne trouve pas d'emploi.

## SALAIRE, EMPLOI, RETRAITE TOUT EST LIE !

Le financement des retraites nécessite d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, de créer des emplois, d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC.

### Pas un trimestre de plus :

↳ Refusons l'allongement de la durée de cotisations qui conduit au recul de l'âge de départ à la retraite.

### Pas un Euro de moins :

↳ Refusons la diminution du pouvoir d'achat des retraités et exigeons que pas une retraite ne soit inférieure au SMIC.

↳ Refusons tout nouveau recul des droits à pension des fonctionnaires et défendons le Code des pensions.

- ➔ Pour le retour à la retraite à 60 ans à taux plein en créant les conditions d'un retour aux situations antérieures avant 1993
- ➔ Pour le retour aux 10 meilleures années dans le privé et reconnaissance de la pénibilité
- ➔ Pour la suppression des exonérations de cotisations patronales.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, la CFTC métallurgie 89 ; Appellent les chômeurs, Les privés d'emplois tous les salariés du public et du privé à la grève aux rassemblements aux manifestations pour refuser tout nouveau recul social et défendre nos retraites par répartition. Nous sommes tous des retraités ou des futurs retraités. Nous devons tous réagir, il en va de notre avenir et de celui des générations futures.

## TOUS ENSEMBLE DEFENDONS NOS RETRAITES.

### ***Mardi 10 septembre 2013***

***10h30 Rassemblement Sous -préfecture de Sens***

***14h30 Départ Maison des syndicats à Auxerre***

# 10 septembre nous avons toutes les raisons d'agir !!!

**Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires ont appelé à faire du 10 septembre prochain une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves, rassemblement et manifestation sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, des conditions de travail.**

**Salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités, nous avons toutes les raisons d'agir ensemble dans l'unité la plus large.**

**Créer des emplois en relançant la croissance, en augmentant les salaires et en finançant les retraites et la Sécurité sociale c'est possible !**

Pour y parvenir, la CGT développe des propositions revendicatives claires, réalistes et profitables à tous, jeunes comme retraités.

Car cette rentrée est marquée par l'inquiétude pour nous-mêmes et pour nos jeunes, par l'insatisfaction et la colère qui se manifestent dans de nombreuses luttes pour les salaires, l'emploi, les missions de service public. Sur les grandes questions qui touchent à notre vie, notre travail, notre avenir, c'est encore et toujours le Medef qui donne le ton. Ainsi, les annonces gouvernementales sur la réforme des retraites sont dans la continuité des précédentes réformes qui concerne tous les régimes tant du privé que du public et qui vont poursuivre l'allongement de la durée de cotisation.

Il serait ainsi demandé 43 ans de cotisations aux jeunes nés à partir de 1973, alors même qu'ils rentrent de plus en plus tard dans le monde du travail.. Ils atteindront ainsi l'âge du taux plein bien après 65 ans. Pour la CGT, ces dispositions sont orientées contre la jeunesse. Elles vont également pénaliser le pouvoir d'achat des retraités

Les dispositions annoncées en matière de réparation de la pénibilité, de l'égalité entre les femmes et les hommes et pour les jeunes sont notoirement insuffisantes.

Les experts économiques reconnaissent aujourd'hui que les mesures d'austérité prônées par les gouvernements européens au nom de la compétitivité et de la réduction de la dette, renforcent la crise et nous privent des ressorts pour en sortir.

Moins de salaires, c'est moins de pouvoir d'achat, moins de consommation alors que celle-ci intervient pour plus de 40 % dans la croissance.

Moins de dépenses sociales, c'est un accès aux soins courants plus difficile, c'est des pensions rabotées et des retraités qui se serrent la ceinture.

Moins de dépenses publiques, c'est moins d'emplois utiles par exemple pour éduquer, soigner, assurer la sécurité, garantir la justice, faire de la recherche, aménager le territoire, développer et entretenir les réseaux et les infrastructures utiles à tous...

La vraie justice sociale, c'est de répondre aux revendications des salariés et aux besoins de la population et non d'écouter les jérémiades du Medef. Pour la CGT, les dogmes de la réduction des déficits publics et de la baisse du « coût du travail » ne conduisent qu'à approfondir la crise et à poursuivre les politiques contre lesquelles nous avons voté en 2012.

Le 10 septembre, c'est le moment d'agir dans l'unité pour défendre vos revendications et exprimer votre exigence de changements concrets économiques et sociaux.